

Le Fonds mondial et le processus de transition des pays



Le Guide futé des travailleurSEs
du sexe et des usagerÈREs de drogues



nswp

Réseau Mondial des Projets sur le Travail Sexuel
Promouvoir la Santé et les Droits Humains

NSWP existe afin de défendre la voix des travailleurSEs du sexe à l'échelle mondiale et de mettre en contact les réseaux régionaux militant pour les droits des travailleurSEs du sexe femmes, hommes et transgenres. NSWP plaide en faveur de services sociaux et de santé basés sur les droits, le droit de vivre sans violence ni discrimination et l'autodétermination pour les travailleurSEs du sexe.

www.nswp.org/fr



International Network of People who Use Drugs

Le Réseau international des usagers de drogues (INPUD) est une organisation de pairs dont l'objectif est de promouvoir la santé des personnes qui consomment des drogues et de défendre leurs droits. INPUD entreprend de dénoncer et de combattre la stigmatisation, la discrimination et la pénalisation des usagers et des usagères de drogues qui ont un impact sur leur santé et sur les droits de la communauté des usagers de drogues. Pour atteindre ces objectifs, INPUD base ses actions sur le concept d'empowerment et fait un travail de plaidoyer au niveau international tout en encourageant un processus d'empowerment et un travail de plaidoyer au niveau communautaire, national et régional.

www.inpud.net



NSWP fait partie du programme *Bridging the Gaps – health and rights for key populations*. Ce programme unique répond aux défis communs auxquels sont confrontés les travailleurSEs du sexe, les usagers de drogues et les lesbiennes, gays, personnes bisexuelles et transgenres en terme de violations des droits humains et d'accès aux des services de VIH et de santé.

www.hivgaps.org



**ROBERT
CARR
FUND**

for civil society
networks

Le Robert Carr civil society Networks Fund (RCNF) soutient les réseaux internationaux qui répondent aux besoins des populations insuffisamment desservies et font respecter leurs droits. Le RCNF se concentre sur les réseaux de la société civile parce qu'ils sont les mieux à même d'atteindre les populations les plus touchées par l'épidémie du VIH.

www.robertcarrfund.org

Table des matières

Introduction	2
Qu'est-ce que la transition et quel est son objectif ?	3
La classification par revenu de la Banque mondiale	5
Comment le Fonds mondial détermine-t-il si un pays est éligible ou non ?	6
Quelles sont les opportunités pour les travailleurSEs du sexe et pour les usagerÉRES de drogues ?	8
Évaluer l'état de préparation à la transition	8
Stratégie nationale pour la santé et plans stratégiques nationaux de lutte contre chaque maladie	12
Le plan de travail en vue de la transition	14
La demande de financement hiérarchisée au-delà de la somme allouée	16
Demandes de financement adaptées aux pays en transition	17
Pour finir	19

Introduction

Ce guide futé a pour objectif d'aider les travailleurSEs du sexe¹ et les usagerÈREs de drogues à comprendre ce qu'est la « transition », c'est-à-dire le processus d'affranchissement du soutien financier du Fonds mondial. Il explique en quoi consiste ce processus, quel en est le fonctionnement et pourquoi il a lieu. Il explicite les risques que comporte la transition ainsi que les (quelques) opportunités éventuelles que pourrait présenter une transition responsable. Ce guide fait aussi des suggestions sur les différentes façons de participer au processus de transition. Il aidera la communauté à s'assurer que les programmes sociaux et de santé respectueux des droits humains qui sont actuellement fréquentés par les travailleurSEs du sexe et les usagerÈREs de drogues, pourront continuer à fonctionner après qu'un pays s'est affranchi des financements du Fonds mondial et du soutien financier d'autres donateurs externes.

Le processus de transition consiste pour le Fonds mondial à cesser, dans certains pays, de financer les programmes de lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose et pour ces pays à prendre la pleine responsabilité du financement et de la mise en œuvre de ces programmes, sans aucun appui externe du Fonds mondial.

Il est important de reconnaître que la transition peut créer des problèmes significatifs pour les populations clés (les travailleurSEs du sexe et les usagerÈREs de drogues). Le soutien apporté par le Fonds mondial et d'autres donateurs externes a permis d'atténuer l'impact négatif des lois qui sanctionnent les populations clés ainsi que des abus et de la discrimination dont elles sont victimes. Des études ont montré que les programmes destinés aux populations clés sont souvent les premiers à souffrir de l'arrêt des financements/ du soutien. La portée des programmes est amoindrie, ils perdent en qualité et en efficacité ou cessent parfois même d'exister. Il est tout à fait possible que l'environnement des travailleurSEs du sexe et des usagerÈREs de drogues se détériore après la transition et que les financements des programmes par les gouvernements soient insuffisants ou tout simplement non existants.

1 Note du traducteur : Dans ce document la forme féminine est délibérément ajoutée au masculin du substantif « travailleur » ainsi qu'à d'autres substantifs, adjectifs, déterminants et participes passés de façon à ne pas rendre les femmes « invisibles » sachant qu'il est reconnu que la majorité des travailleurs du sexe sont des femmes. Cette décision n'a pas pour but d'exclure les travailleurs du sexe, hommes ou transgenres, mais d'inclure au contraire une majorité, tout en restant stylistiquement cohérent et lisible.

Qu'est-ce que la transition et quel est son objectif ?

La transition est le terme qui sert à décrire le moment où un pays n'est plus éligible au financement de ses programmes de santé ou de lutte contre une maladie spécifique (VIH, tuberculose ou paludisme) par le Fonds mondial. La transition peut également faire référence au retrait d'un soutien financier bilatéral (par ex. le soutien financier direct d'un pays donateur comme le Royaume-Uni ou l'Allemagne) ou à d'autres mécanismes de financement du développement comme le Plan présidentiel américain pour l'aide d'urgence à la lutte contre le sida (The President's Emergency Plan for AIDS Relief/PEPFAR).

La transition peut être un processus volontaire : un pays peut décider de ne pas faire de demande d'allocation auprès du Fonds mondial ou de ne pas utiliser une allocation obtenue. Ce type de situation peut se rencontrer lorsqu'un pays considère qu'il a la capacité économique et structurelle de financer et d'assurer ses propres programmes de santé ou de lutte contre une maladie spécifique, sans l'aide financière des donateurs ou du Fonds mondial.

La transition peut aussi être imposée lorsqu'un pays ne remplit plus les conditions nécessaires pour être éligible au soutien du Fonds mondial (ou à d'autres sources de financement extérieures) pour la lutte contre une maladie en particulier (VIH, tuberculose ou paludisme) ou contre l'ensemble des trois maladies.

La transition décrit le processus par lequel un pays cesse de bénéficier du soutien financier de donateurs externes pour la gestion de ses programmes de santé ou de lutte contre une maladie spécifique, et prend la responsabilité de financer, par ses propres moyens, ces programmes.

L'objectif de la transition n'est pas si aisé à définir. Il y a un décalage entre les politiques de financement adoptées par les gouvernements donateurs et les besoins financiers des pays récipiendaires qui fragilisent une réponse efficace aux épidémies du VIH et de la tuberculose.

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) souhaite accélérer la réponse au VIH, en améliorant notamment l'accès au traitement, et recommande que les pays donateurs se concentrent sur les pays à revenu faible et intermédiaire dont la charge de morbidité est élevée. L'organisation recommande également de réduire les aides aux pays à revenu élevé qui sont capables de financer eux-mêmes leurs programmes.

Cependant, les recommandations purement politiques de ONUSIDA, qui ne reflètent pas la réalité, contribuent à ce que les donateurs réduisent les financements des programmes de lutte contre le VIH. Sans un soutien extérieur, les budgets alloués par les gouvernements nationaux à la santé sont insuffisants pour couvrir les dépenses des programmes de lutte contre le VIH et la tuberculose. La plupart des donateurs ne souhaitent pas continuer à soutenir financièrement les pays qui sont considérés comme étant capables d'assurer le financement complet de leurs programmes en matière de santé et de lutte contre des maladies spécifiques, même si, en conséquence, les populations les plus vulnérables risquent de se retrouver sans soutien, sans services de prévention et sans un accès à des soins de qualité.

Pour plus d'information veuillez consulter le site de ONUSIDA (en anglais) :

- http://www.unaids.org/en/resources/documents/2016/unaids_fast-track_update_investments_needed

Les décisions du Fonds mondial en matière de transition reposent principalement sur des considérations techniques. Afin de maximaliser l'impact de ses investissements, le Fonds mondial souhaite que les pays qui sont suffisamment riches (selon la classification par revenu de la Banque mondiale et la charge de morbidité des pays) s'affranchissent des financements du Fonds mondial, permettant à l'organisation de concentrer son attention sur les pays les plus pauvres et ceux ayant la charge de morbidité la plus importante. C'est là l'objectif de la transition pour le Fonds mondial. Cela dit, quel qu'en soit l'objectif, la transition est un processus complexe qui comporte des risques importants et peu d'avantages pour les populations clés.

La classification par revenu de la Banque mondiale

Afin de déterminer si un pays devra faire sa transition, le Fonds mondial prend notamment en considération le revenu national brut (RNB) par habitant et la charge de morbidité. Le RNB par habitant correspond au RNB d'un pays divisé par le nombre estimé d'habitants. Le Fonds mondial se réfère à la classification par revenu établie par la Banque mondiale pour déterminer si un pays doit faire sa transition ou non.

La Banque mondiale classe les économies du monde en quatre groupes : les pays à revenu faible, les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et les pays à revenu élevé. Les pays sont placés dans une des quatre catégories à l'aide de la méthode Atlas utilisée par la Banque mondiale (qui convertit les monnaies locales en dollars américains) pour estimer le RNB des pays et en fonction de la taille de la population estimée (la Banque mondiale fait appel à différentes sources pour ces estimations). Une fois les catégories établies, elles ne changent plus jusqu'à l'année d'après, même si les estimations du RNB peuvent être revues pendant la même période.

Pour plus d'informations veuillez consulter le site de la Banque mondiale

- <https://blogs.worldbank.org/opendata/new-country-classifications-2016>

et les liens que vous y trouverez. Les informations sont disponibles en Arabe, en Français, en Espagnol et en Anglais.

Comment le Fonds mondial détermine-t-il si un pays est éligible ou non ?

Le conseil d'administration du Fonds mondial a approuvé la politique d'admissibilité révisée lors de la réunion du conseil qui s'est tenue à Abidjan, en Côte d'Ivoire, les 26 et 27 avril 2016.

Pour établir sa classification, le Fonds mondial tient compte de la charge de morbidité, de l'engagement politique, des instances de coordination nationales qui incluent les travailleurs du sexe, les usagers de drogues et d'autres populations clés, et du statut économique de la population du pays. Cependant les principaux facteurs sur lesquels se base le Fonds mondial pour déterminer si un pays est éligible ou non sont le niveau de revenu et la charge de morbidité. **N.B. le fait d'être éligible ne garantit pas l'obtention de financements.**

Ces facteurs s'appliquent individuellement à chaque maladie (VIH, tuberculose, paludisme). Un pays qui ne remplit pas les conditions nécessaires pour être éligible à des financements pour la lutte contre le VIH peut très bien être éligible à des financements pour la tuberculose.

Dans certains pays, le RNB peut être fait l'objet de fluctuations pendant l'année et c'est pourquoi le Fonds mondial se base sur une moyenne des trois dernières années pour établir sa classification par revenu. Cela signifie que le revenu moyen par habitant est calculé sur les trois dernières années ; c'est cette donnée que le Fonds mondial prendra en compte. Le secrétariat du Fonds mondial se réfère à la classification et aux différents facteurs de classification de la Banque mondiale pour déterminer si un pays est éligible ou non aux aides du Fonds mondial.

La classification se fait de la manière suivante :

- Les pays à revenu faible et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure sont éligibles quelle que soit la charge de morbidité.
- Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ne sont éligibles que si leur charge de morbidité est suffisamment élevée.
- Les pays à revenu intermédiaire supérieur qui sont considérés comme des « petites économies insulaires » sont éligibles quelle que soit la charge de morbidité.
- Les pays à revenu intermédiaire supérieur qui font partie du G20 ne peuvent pas prétendre aux aides de lutte contre le VIH à moins que leur charge de morbidité soit considérée comme « critique ».
- Les pays à revenu élevé ne peuvent pas prétendre aux financements du Fonds mondial.
- Les membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou du Comité d'aide au développement (CAD) ne sont pas éligibles.

En ce qui concerne les demandes de financement multipays, au moins 51 % des pays qui font la demande doivent être eux-mêmes éligibles aux financements pour la maladie en question.

La règle sur les ONG pour le VIH/sida n'entre en vigueur que lorsqu'il existe des obstacles politiques à la mise en œuvre des programmes pour les populations clés. Au moment de la rédaction de ce document, la règle sur les ONG est en train d'être réexaminée par le Comité de la stratégie dans le cadre de la révision de la politique d'éligibilité. Actuellement, seuls les pays à revenu intermédiaire supérieur ne faisant pas partie de l'OCDE et du CAD sont éligibles dans le cadre de la règle sur les ONG, et seulement si leur charge de morbidité est considérée comme élevée, grave ou critique et qu'ils répondent aux critères suivants :

- L'argent servira à financer des interventions qui ne sont pas mises en œuvre en raison d'obstacles politiques et qui sont justifiées par la situation épidémiologique du pays.
- La demande sera présentée par une entité autre qu'une instance de coordination nationale et les fonds seront gérés par une organisation non gouvernementale dans le pays bénéficiaire.
- Le gouvernement ne recevra pas directement les fonds.
- Les candidats répondent à tous les autres critères définis dans la Politique du Fonds mondial en matière de pérennité, de transition et de cofinancement.

Un pays qui atteint le statut de « pays à revenu intermédiaire supérieur » est considéré comme étant prêt à faire sa transition. (Dans le cadre des évaluations de l'état de préparation à la transition, les pays à revenu intermédiaire inférieur sont partagés en deux catégories : les pays à revenu intermédiaire inférieur de la tranche inférieure et les pays à revenu intermédiaire inférieur de la tranche supérieure. Un pays qui atteint le statut de « pays à revenu intermédiaire inférieur de la tranche supérieure » est aussi considéré comme étant prêt à faire sa transition.)

La Politique du Fonds mondial en matière de pérennité, de transition et de cofinancement peut être téléchargée à l'adresse suivante :

- <https://www.theglobalfund.org/board-decisions/b35-dp08/>

Quelles sont les opportunités pour les travailleurs du sexe et pour les usagers de drogues ?

Cette section s'intéresse plus particulièrement aux différents éléments qu'il est important de bien connaître pour pouvoir participer efficacement au dialogue sur la transition, notamment le vocabulaire et les procédés auxquels il est fait référence lors de discussions sur la transition.

Sans une bonne compréhension de ces éléments, les discussions peuvent paraître particulièrement complexes et pourraient faire obstacle à des contributions utiles ou à la capacité de revendiquer la prestation de services à base communautaire.

Bien que le Fonds mondial se base sur une moyenne du revenu par habitant des trois dernières années, il est possible de savoir, en se rendant sur le site Internet du Fonds mondial, si la classification d'un pays a changé. Par exemple, le Sénégal est récemment passé du statut de pays à revenu intermédiaire inférieur à celui de pays à revenu faible.

Il est important de prendre part au dialogue en ayant une bonne compréhension des différents processus. Cela renforcera votre plaidoyer.

Évaluer l'état de préparation à la transition

Évaluer l'état de préparation à la transition est un élément clé du processus de planification de la transition. Le Fonds mondial définit la transition comme « le mécanisme par lequel un pays ou une composante dans le pays s'oriente vers le financement et la mise en œuvre complets de ses programmes de santé en s'affranchissant du soutien du Fonds mondial... »

Le Fonds mondial aidera les pays à s'engager dans le processus de transition au travers d'une « évaluation de l'état de préparation à la transition ». Il existe actuellement deux outils d'évaluation de l'état de préparation à la transition qui ont été élaborés grâce au soutien du Fonds mondial. Chaque outil présente des spécificités propres mais ils ont tous les deux été créés dans l'objectif d'aider les pays à aborder le processus de transition et à planifier sur le long terme la pérennité des programmes.

Les outils pour l'évaluation de l'état de préparation à la transition sont les suivants :

- L'outil Curatio – développé par une ONG de Géorgie : la Curatio International Foundation (CIF). Cet outil sera utilisé principalement dans la région Europe de l'Est et Asie centrale.
- Un outil développé par la société de conseil Aceso Global, avec le soutien de APMG Health. Cet outil a déjà été testé dans la région Amérique latine et Caraïbes. Il se concentre particulièrement sur le financement de la santé et la société civile. Cet outil inclut un « Outil de diagnostic du financement public des organisations de la société civile pour la prestation de services de santé ». L'objectif est d'analyser et de soutenir la planification en vue de renforcer la pérennité de la prestation des services mis en œuvre par la société civile.

Les pays sont libres d'utiliser l'outil qu'ils veulent. Pour plus d'information (en anglais) sur l'outil de la CIF, veuillez vous référer au numéro 281 24/02/2016 du bulletin de *Aidspan*. *Aidspan* est un observateur indépendant du Fonds mondial.

- www.aidspan.org.

Pour plus d'information (en anglais) sur l'outil de Aceso Global veuillez visiter le site :

- <http://www.acesoglobal.org/blog/2017/5/30/guidance-for-analysis-of-country-readiness-for-global-fund-transition>.

L'évaluation de l'état de préparation à la transition doit être un processus propre au pays, multipartite, inclusif et mené par l'instance de coordination nationale. Cela signifie que les travailleurSEs du sexe et les usagerÈREs de drogues doivent participer au dialogue dans les pays pour faire part de leurs besoins dans le cadre du processus de transition.

Les conclusions de l'évaluation de l'état de préparation à la transition doivent être intégrées dans un plan de travail, en vue de la transition, qui est propre au pays. L'évaluation donne l'opportunité aux communautés d'apporter leur contribution sur des questions critiques telles que le renforcement des capacités et le soutien aux populations clés et vulnérables, la stratégie à adopter face aux obstacles à l'accès à la santé caractérisés par le non-respect des droits humains ou les inégalités de genre et, le manque de services adaptés pour les travailleurSEs du sexe et les usagerÈREs de drogues. C'est aussi l'opportunité de mettre en lumière le manque de dispositions légales permettant aux organisations communautaires de travailler (sous forme de contrats) en collaboration avec des ONG après la transition, ce qui peut représenter un obstacle conséquent dans certains pays.

Quelles sont les opportunités pour les travailleurSEs du sexe et pour les usagerÉREs de drogues ?

Le processus de l'évaluation de l'état de préparation à la transition est l'opportunité pour les travailleurSEs du sexe et les personnes usagères de drogues d'avoir leur mot à dire sur la tournure que la transition va prendre.

- Veuillez prendre contact avec vos représentants à l'instance de coordination nationale et/ou avec d'autres personnes que vous connaissez à l'instance de coordination nationale pour obtenir davantage d'information sur le processus de l'évaluation.
- Demandez quel outil ils vont utiliser.
- Demandez à être invités et à participer au dialogue sur l'évaluation. Conservez des copies de tous les échanges que vous pourrez avoir et dans le cas où votre demande serait ignorée ou refusée sans raison valable, veuillez en informer votre gestionnaire de portefeuille du Fonds et l'équipe responsable des communautés, des droits et du genre et demandez-leur de vous aider à résoudre les problèmes que vous aurez rencontrés. En outre, le Fonds mondial a également du personnel à disposition qui s'occupe directement de tout ce qui a trait à la transition, notamment en ce qui concerne la « pérennité, la transition et le cofinancement. »

Responsable directeur de projet :

- Mathew MacGregor
matthew.macgregor@theglobalfund.org

Et les personnes responsables dans les régions :

- **Amérique latine et Caraïbes :**
Carmen Gonzalez
Carmen.Gonzalez@theglobalfund.org;
Paul Bonilla
Paul.Bonilla@theglobalfund.org
- **Europe de l'est et Asie centrale :**
Corina Maxim
Corina.Maxim@theglobalfund.org;
Olga Avdeeva
Olga.Avdeeva@theglobalfund.org
- **Asie du Sud-Est :**
Gonzalo Penacoba-Fernandez
Gonzalo.Penacoba-Fernandez@theglobalfund.org
- **Équipe responsable des communautés, des droits et du genre :**
David Traynor
David.Traynor@theglobalfund.org
- Recueillez des informations et des documents pour étayer vos arguments, afin d'être aussi prêts que possible lorsque vous présenterez votre plaidoyer.

- Le contexte sera différent pour chaque pays mais certaines questions fondamentales sont susceptibles de se retrouver dans tous les contextes : notamment le renforcement de la capacité des groupes dirigés par des travailleurSEs du sexe ou par des usagerÈRES de drogues à trouver des financements, les obstacles au respect des droits humains et à l'égalité de genre et la nécessité de traiter le problème du manque de dispositions légales permettant aux organisations communautaires de travailler en collaboration avec des ONG.
- Assurez-vous que vous aurez identifié les lacunes dans les services proposés aux travailleurSEs du sexe et aux personnes usagères de drogues. Soyez prêts à proposer des solutions concrètes qui respectent les droits humains. L'Outil de mise en œuvre pour les travailleurSEs du sexe (SWIT) et l'Outil de mise en œuvre pour les personnes qui s'injectent des drogues (IDUIT) sont des documents complets qui permettent d'avoir une idée précise de ce que des programmes respectueux des droits humains doivent contenir et couvrir.
- Si vous connaissez des gens dans d'autres pays où a eu lieu une évaluation de l'état de préparation à la transition, prenez contact avec eux pour discuter des stratégies qui ont fonctionné et de celles qui n'ont pas fonctionné.
- Prenez contact avec les agences de l'ONU qui sont membres de l'instance de coordination nationale parce qu'elles pourraient vous aider avec votre plaidoyer et apporter leur soutien à vos propositions de services.
- Les conclusions de l'évaluation doivent être intégrées dans un plan de travail, en vue de la transition. Servez-vous du SWIT et du IDUIT pour participer à l'élaboration du plan de travail afin de garantir, d'une part, qu'il inclue des programmes destinés aux travailleurSEs du sexe et aux usagerÈRES de drogues qui respectent les droits humains et, d'autre part, qu'il garantisse la pérennité de ces programmes après la transition. Le IDUIT, par exemple, offre des directives sur la façon d'élaborer des services de traitement de substitution aux opiacés (comment le service devrait fonctionner, comment garantir que les personnes suivent le traitement jusqu'au bout, comment gérer les services de soutien périphériques). Le SWIT offre des directives similaires quant aux travailleurSEs du sexe.

- Si vous savez que votre pays va faire sa transition ou se prépare à faire sa transition, vous pouvez faire une demande de financement auprès du Programme d'assistance technique en matière de réponse communautaires, de droits et de genre (une des initiatives stratégiques du Fonds mondial) qui vous aidera à prendre part au processus de façon efficace.

Vous pouvez télécharger la demande de financement sur le site Internet du Fonds mondial :

- <https://www.theglobalfund.org/fr/>.

Chercher sur le site « Programme d'assistance technique en matière de réponses communautaires, de droits et de genre ».

- Il est important de créer des relations. Renforcer vos liens avec les représentants de l'instance de coordination nationale, avec le gestionnaire de portefeuille du Fonds, avec l'équipe de pays et avec les agences de l'ONU. Restez en contact avec l'équipe responsable des communautés, des droits et du genre et profitez du soutien que peuvent vous apporter NSWP et INPUD.
 - www.nswp.org/fr;
 - www.inpud.net

Stratégie nationale pour la santé et plans stratégiques nationaux de lutte contre chaque maladie

Avant d'aborder le plan de travail, il n'est pas inutile de rappeler l'importance de participer à l'élaboration des plans stratégiques de votre pays pour la lutte contre chaque maladie.

Ces stratégies détermineront la direction que prendront les programmes spécifiques à chaque maladie pendant une certaine période (habituellement cinq années). Si votre pays développe de nouveaux plans stratégiques avant de faire une demande finale de financement pour la transition, ou s'ils ont l'intention de développer un nouveau plan stratégique après la transition, il est important que vous participiez à ce processus. Pour garantir que les programmes respectueux des droits humains destinés aux travailleurSEs du sexe et aux usagerÈRES de drogues soient intégrés au plan stratégique, il est important que cela se fasse avant que la transition ait lieu, sinon les programmes risquent de ne pas être inclus dans le plan stratégique.

Le Fonds mondial reconnaît l'importance des stratégies nationales pour la santé et des plans stratégiques nationaux de lutte contre les maladies et considère qu'il est nécessaire que les budgets soient gérés avec précision et efficacité pour faire une demande de financement.

Quelles sont les opportunités pour les travailleurSEs du sexe et pour les usagerÈRES de drogues ?

- Renseignez-vous auprès de vos représentants à l'instance de coordination nationale ou auprès de vos contacts dans les agences de l'ONU pour savoir quand le processus de planification des stratégies pour la santé et la lutte contre les maladies doit avoir lieu, et comment vous pouvez vous impliquer et y contribuer.
- Renseignez-vous pour savoir quel est le calendrier, si des consultations doivent avoir lieu et qui est la personne responsable. Essayez de savoir de quelle manière vous pouvez participer au processus.
- Demandez à être invités à participer aux consultations éventuelles.
- Si vous recevez une invitation, assurez-vous que votre organisation s'y rende et qu'elle soit bien préparée. Les décideurs politiques n'accordent pas toujours beaucoup de crédibilité aux travailleurSEs du sexe et aux usagerÈRES de drogues ; c'est pour cette raison qu'il est important que vous participiez en étant bien informés et bien préparés.
- Tout comme pour le processus d'évaluation de l'état de préparation à la transition, le SWIT et le IDUIT vous seront utiles pour préparer vos contributions.

Nous ne le répèterons pas assez : il est vraiment essentiel que vous participiez au processus de développement de la stratégie nationale de votre pays en matière de santé et des plans stratégiques de lutte contre chacune des maladies.

Le plan de travail en vue de la transition

Le Fonds mondial encourage les pays à développer un plan de travail, en vue de la transition, qui les aidera à guider le processus d'affranchissement des financements du Fonds mondial. Tous les pays qui reçoivent un financement de transition doivent avoir un plan de travail. Le plan de travail doit être concret, prévoir des indicateurs mesurables et un budget rigoureux. Il doit décrire en détail les étapes que suivra le pays pour parvenir à financer lui-même ses programmes, grâce à ses propres ressources, pendant la période de trois ans que couvre le financement de transition. Le plan de travail doit s'aligner sur la stratégie nationale en matière de santé et les plans stratégiques nationaux pour la lutte contre chaque maladie.

Le plan de travail devra contenir les éléments suivants :

- La description et le budget des activités prévues pendant les trois années de la durée du financement de transition.
- Une feuille de route détaillant de quelle manière la mise en œuvre des activités se continuera une fois que le financement de transition arrivera à son terme.

- Concernant les activités qui continueront après la fin du financement de transition, le pays devra fournir un plan financier détaillant de quelle manière le gouvernement prévoit d'assumer la totale responsabilité du financement des activités. Le gouvernement devra donc détailler comment il prévoit de couvrir, chaque année, une part plus importante du financement des activités. Par exemple, la première année, le gouvernement pourra couvrir 45 % des financements, la deuxième année 80 % et la troisième année, il pourra couvrir la totalité des financements.
- Dans certains cas, le plan de travail contiendra des options pour la réaffectation de financements existants ou devra expliquer d'où proviendront les financements supplémentaires qui viendront combler les lacunes identifiées dans la « demande de financement hiérarchisée au-delà de la somme allouée ».
- La description et le budget de toute activité supplémentaire considérée comme essentielle à une transition réussie et qui ne serait pas couverte par les financements actuels.

La demande de financement devra non seulement se concentrer sur le maintien des programmes existants mais aussi aborder la façon dont le soutien financier du Fonds mondial permettra une amélioration des interventions clés sur le long terme. Elle devra inclure : **les activités qui garantiront la pérennité de services efficaces et basés sur des données factuelles pour les populations clés et les populations vulnérables et permettront une transition réussie.**

Quelles sont les opportunités pour les travailleurSEs du sexe et pour les usagerÈRES de drogues ?

- Si vous avez pu participer au processus de l'évaluation de l'état de préparation à la transition, il est probable que vous aurez également l'opportunité de participer au développement du plan de travail pour la transition. Cela n'est cependant pas systématique et il est donc essentiel que vous preniez connaissance du calendrier, que vous sachiez qui sont les personnes responsables et que vous compreniez en quoi consiste le processus pour pouvoir demander à être inclus.
- Par l'intermédiaire de vos contacts à l'instance de coordination nationale, demandez à pouvoir participer et contribuer au développement du plan de travail.
- Le SWIT et le IDUIT vous seront utiles pour préparer vos programmes et vos budgets, ce qui facilitera l'inclusion de vos interventions dans le plan de travail.
- L'essentiel du travail aura été fait pendant le processus de l'évaluation de l'état de préparation à la transition. Pour ce qui est du plan de travail, il s'agit en fait de s'assurer que les programmes respectueux des droits humains et destinés aux travailleurSEs du sexe et aux usagerÈRES de drogues sont bien pris en compte. Cela signifie qu'il faut renforcer vos relations et vous assurez que votre contribution a été bien étudiée, bien documentée, que le budget est solide et qu'elle est alignée sur la stratégie nationale de santé et les plans stratégiques de lutte pour chaque maladie.
- Dans le cas où vous seriez exclus du processus du plan de travail, veuillez alerter le gestionnaire de portefeuille du Fonds et l'équipe responsable des communautés, des droits et du genre.

La demande de financement hiérarchisée au-delà de la somme allouée

Certains services et programmes essentiels ne sont pas suffisamment financés dans le cadre de la demande de financement principale. Les services et les programmes estimés essentiels, qui sont techniquement solides mais qui ne sont pas couverts par la demande principale de financement, sont appelés des « demandes de qualité non financées ». Elles sont inscrites dans le registre des demandes de qualité non financées, en attendant que d'autres financements soient disponibles.

La demande de financement hiérarchisée au-delà de la somme allouée est une version améliorée de la demande de qualité non financée. La demande de financement hiérarchisée au-delà de la somme allouée classe les interventions qui n'ont pas de financement en fonction de leur importance dans le programme. Lorsque le Comité technique d'examen des propositions estime que les demandes sont techniquement solides, centrées stratégiquement et positionnée de manière à avoir l'impact le plus important, la demande de financement au-delà de la somme allouée est inscrite dans le registre des demandes de qualité non financées en attendant que des financements se libèrent. Ces financements peuvent provenir d'économies faites sur l'allocation d'origine ou d'autres donateurs.

Quelles sont les opportunités pour les travailleurSEs du sexe et pour les usagerÈREs de drogues ?

Il arrive souvent que les programmes qui sont destinés aux travailleurSEs du sexe et aux usagerÈREs de drogues soient considérés comme des demandes de financement au-delà de la somme allouée et ne soient donc pas inclus dans la demande principale de financement. Le Fonds mondial prend soin de ne pas oublier les populations clés ; pourtant trop de programmes destinés aux populations clés sont inscrits sur le registre des demandes de qualité non financées.

Il faut rester vigilants. Si les programmes respectueux des droits humains destinés aux travailleurSEs du sexe et aux usagerÈREs de drogues sont inscrits sur le registre des demandes de qualité non financées, il est alors essentiel de leur assurer le niveau de priorité le plus élevé pour qu'ils puissent éventuellement bénéficier de financements qui deviendraient disponibles.

Demandes de financement adaptées aux pays en transition

Il s'agit des demandes de financement faites par l'instance de coordination nationale d'un pays qui est sur le point de faire sa transition. Vous pouvez essayer d'influencer ces demandes de la même manière que vous le feriez pour les demandes de financement standards.

La « demande de financement adaptée aux pays en transition » doit décrire, d'une part, les programmes prioritaires en lien avec la transition et, d'autre part, les besoins de financements qui ont été identifiés lors de l'évaluation de l'état de préparation à la transition (ou lors d'une analyse équivalente), en étant guidée par le plan de travail pour la transition et en étant alignée sur la stratégie nationale de santé et les plans stratégiques nationaux de lutte contre chacune des maladies. Cette demande de financement doit également montrer de quelle manière sera maintenue (et éventuellement améliorée) la prestation de services pour les populations clés et vulnérables après la transition.

La demande devra suivre un modèle logique :

- 1** Comprendre le contexte national : notamment le contexte épidémiologique, opérationnel, social, politique et économique.
- 2** Définir les principales lacunes en matière de transition et le paysage de financement : qu'est-ce qui est actuellement couvert ? Dans quels endroits n'y-a-t-il pas assez de services à disposition ou dans quels endroits les services ne sont-ils pas suffisamment financés ? Quelle est la situation actuelle en matière de financement dans le pays ?
- 3** Définir les besoins prioritaires relatifs à la transition et choisir les interventions les mieux à même de garantir une transition réussie : cela peut être difficile parce que la meilleure stratégie pour la transition n'est pas nécessairement la meilleure stratégie pour les communautés.
- 4** Veillez à la mise en place de modalités adaptées d'exécution (s'assurer que les résultats et les stratégies peuvent être définis et mesurés).
- 5** Déterminer les autres besoins prioritaires à financer en cas de nouvelles ressources disponibles.

Que ce soit dans la stratégie nationale de santé et les plans stratégiques nationaux de lutte contre chaque maladie ou dans la demande de financement, il est nécessaire d'attirer l'attention sur certains éléments :

- **Contexte épidémiologique** : il doit se concentrer sur les tendances en matière d'incidence et de prévalence en mettant l'accent sur l'âge et le sexe et sur les populations clés et vulnérables.
- **Principales lacunes et difficultés en matière de transition** : elles doivent mettre en lumière les lacunes et les difficultés liées aux programmes et à la prestation de services destinés aux populations clés et vulnérables.
- **Participation des parties prenantes** : elle doit inclure des représentants des populations clés et vulnérables ainsi que de la société civile.

Il est hautement recommandé que vous téléchargez les informations concernant la demande de financement adaptée aux pays en transition sur le site Internet du Fonds mondial :

- <https://www.theglobalfund.org/fr/applying/funding/materials/>

Pour finir

La transition des pays constitue une menace réelle pour les programmes existants et pourrait empêcher de nouveaux services destinés aux travailleurSEs du sexe et aux usagerÈRES de drogues de se développer.

Ces deux communautés sont les plus criminalisées du monde et sans la relative sécurité que leur apportent les programmes financés par le Fonds mondial, l'avenir semble plutôt sombre.

Ce Guide futé ne prétend pas aborder tous les aspects de la transition et il est fortement recommandé de s'informer de façon plus approfondie en utilisant les liens qui sont fournis tout au long du guide.

Pour plus d'information concernant la pérennité des programmes et la transition, veuillez visiter les pages suivantes préparées par d'autres réseaux :

- **EANNASO** : [A Community Guide to the Global Fund's Sustainability, Transition and Co-Financing Policy](#)
- **HealthGAP** : [Infographic on Global AIDS Funding](#)
- **EHRN** : [Transition and sustainability of HIV and TB responses in Eastern Europe and Central Asia](#)
- **ICASO** : [A Q & A on the Global Fund's New Eligibility Policy and Sustainability, Transition and Co-Financing Policy](#)
- **Note d'orientation du Fonds mondial : pérennité, transition et cofinancement des programmes soutenus par le Fonds mondial** https://www.theglobalfund.org/media/6677/core_sustainabilityandtransition_guidancenote_fr.pdf

L'essentiel du travail et du plaidoyer doit se faire au niveau national. Vous avez cependant la possibilité de bénéficier d'un soutien virtuel, en ligne, avec NSWP et INPUD. Ce service est disponible pour vous aider et vous soutenir au cours de ce processus complexe et difficile.



nswp

Réseau Mondial des Projets sur le Travail Sexuel

Promouvoir la Santé et les Droits Humains

SOLIDARITÉ EN ACTION

Même avant l'épidémie de SIDA, les travailleurSEs du sexe se sont eux-mêmes organisés. NSWP, en tant que réseau mondial d'organisations dirigées par les travailleurSEs du sexe, est composé de réseaux régionaux et nationaux forts dans cinq régions: Afrique, Asie-Pacifique, Europe (y compris Europe orientale et Asie centrale), Amérique latine, et Amérique du Nord et Caraïbes.

NSWP dispose d'un Secrétariat mondial en Ecosse, Royaume-Uni, dont le personnel mène un programme de plaidoyer, de renforcement des capacités et de communication. Ses membres sont des organisations locales, nationales ou régionales de travailleurSEs du sexe et de réseaux déterminés à amplifier la voix des travailleurSEs du sexe.



nswp

Réseau Mondial des Projets sur le Travail Sexuel
Promouvoir la Santé et les Droits Humains

The Matrix 62 Newhaven Road Edinburgh Scotland UK EH6 5QB
+44 131 553 2555 secretariat@nswp.org www.nswp.org/fr

Le NSWP est une société privée à but non lucratif et à responsabilité limitée. Société No. SC349355



**ROBERT
CARR
FUND**
for civil society
networks